

Bac : Blanquer au pied du mur

5-6 minutes

"Le déni, tout comme l'intimidation et la pression, ne peuvent être un mode de gouvernance". La question posée par la députée socialiste Sylvie Tolmont à JM Blanquer le 4 février est la question du jour. Devant la multiplication des incidents lors des épreuves de contrôle continu du nouveau bac, après les syndicats, la question de la poursuite de ce triste épisode se pose. En tous cas elle est posée au ministre. Visiblement ébranlé, JM Blanquer n'a su répondre que par l'invective.



Depuis deux semaines les épreuves de contrôle continu du nouveau bac sont perturbées. Aux grèves de surveillance, aux blocages ont succédé des refus de composer nombreux devant un désordre institutionnel qui va s'aggravant. Faute de surveillants qualifiés, les établissements embauchent des surveillants de fortune. Les épreuves se passent ici avec de la fraude, là avec des sujets totalement ou partiellement erronés. Les conditions de passage sont devenues très différentes d'un lycée à l'autre et même parfois la durée des épreuves. Comme si cela ne suffisait pas, les rectorats font largement appel à la menace contre les

enseignants. Ils menacent et utilisent la force contre les lycéens. Durant deux semaines la situation est allée se dégradant avec des atteintes inédites à l'éthique du métier. L'institution scolaire se dégrade elle-même comme jamais. Le ministre nie les faits puis concède des pourcentages minimes d'incidents avant de lâcher 15% d'établissements perturbés le 4 février.

Le 3 février, le Snes Fsu écrit au ministre : " Il est urgent d'entendre le message..., de mettre fin à la vague de sanctions, de décider l'annulation de cette 1ère session des E3C et sa transformation en épreuves nationales terminales. C'est à cette seule condition que pourra être rétabli un climat plus propice aux apprentissages". Le lendemain c'est la Fsu : " Nous ne pouvons qu'être choqués par les charges et les gazages et la mise en garde à vue de lycéens, les interpellations, exclusions prononcées à l'égard de certains d'entre eux, la convocation au commissariat de collègues, l'intrusion de policiers dans des lycées. Pour la FSU, ces intimidations et violences contre les élèves et les professeurs sont intolérables. Le ministre de l'Education nationale, qui s'obstine à nier l'ampleur de la crise, ne les a toujours ni dénoncées ni même déplorées, renvoyant les incidents à la responsabilité des organisations syndicales, accusées d'instrumentaliser les élèves. Répression et autoritarisme ne peuvent être une réponse aux larges mobilisations et c'est d'une tout autre attitude comme d'une autre politique dont la société a besoin".

Le 4 février, JM Blanquer participe à la séance des questions des députés sur les épreuves du bac. A S. Rubin (LFI) il répond : " Les E3C se déroulent actuellement dans l'ensemble des lycées de France et, dans 85 % des établissements, cela se passe sans problème. .. Vous-même, il faut que vous puissiez répondre à certaines questions... Etes-vous pour ou contre le blocage des lycées ? Autrement dit, êtes-vous pour ou contre des actions illégales ? Est-il normal que vous encouragiez des feux de poubelles ? Est-il normal de voir certains députés de la France insoumise encourager des actions de nature illégale ? Alors je vous le demande : sont-ce nous les agitateurs ? Ou ne serait-ce pas

plutôt vous, en tant que députés de la République ?"

Quelques minutes plus tard, arrive la question de Sylvie Tolmond qui évoque le chaos en E3C, les menaces sur les professeurs, les lycéens en garde à vue et parle du déni. JM Blanquer répond : "tout ce que vous dites est à l'avenant. Vous caricaturez et vous schématisez". Et il continue sur la promesse d'augmenter les profs. "Il y aura une augmentation substantielle"

Alors que la situation dans les lycées s'aggrave, que la police interpelle des lycéens et que les recteurs menacent les enseignants, le ministre de l'éducation a du donner quelques chiffres : 1 million de copies rendues, soit la moitié des copies attendues et 15% de lycées perturbés.

Le ministre fait monter un peu les chiffres mais reste loin de la réalité. On s'inquiète sur la façon dont le ministère va s'y prendre pour faire rentrer l'autre moitié des copies. On s'inquiète aussi des lycéens qui ont refusé de composer : ils sont probablement quelques milliers déjà et ils risquent d'être encore plus nombreux bientôt. Mais le plus préoccupant pour l'Ecole serait qu'on en reste là, que l'on accepte toutes les victimes du chaos dans lequel elle est plongée. Après une session 2019 qui a brisé les tabous et les ponts entre le ministre et les profs, la première session 2020 plonge encore et pour les mêmes raisons. La troisième est pour avril. Les ministres aussi peuvent tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus.

François Jarraud

[Lettre Snes](#)

[Lettre Fsu](#)

[A L'Assemblée](#)